

de débouché sur l'océan Atlantique, dont il est éloigné de plusieurs centaines de kilomètres ; ses voisins sont le Mali, la Côte-d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Niger.

Défavorisé par des conditions naturelles ingrates, presque totalement démuné de ressources minières immédiatement exploitables et habité par une population parmi les plus denses d'Afrique (estimée à 8,8 millions d'habitants pour une superficie de 274 000 km²), le Burkina Faso est un des pays les plus pauvres du monde ; son P.N.B. par habitant, en baisse, est de 320 dollars (rapport de la Banque mondiale 1991).

La population est divisée en une soixantaine d'ethnies d'inégale importance, qui se partagent entre deux groupes linguistiques : gur, ou voltaïque, et mandé. Les principaux ensembles ethniques sont : les Moose, ou Mossi (47 p. 100 de la population), les Gourmantché, les Bisa, les populations dites gourounsi, les Samo, les Marka, ou Dafing, les Bwa, les Bobo, les Dagari, les Lobi et une fraction des Sénoufo ; Peuls et Touaregs occupent la partie septentrionale du pays.

Si les religions traditionnelles (animisme) sont largement majoritaires, l'islam, depuis longtemps religion des commerçants, étend son influence sur plusieurs régions, notamment chez les Moose ; par les cadres administratifs et politiques qu'elle fournit, la minorité chrétienne exerce une influence prépondérante sur les affaires publiques.

Comme celle de nombreux États du Tiers Monde, la vie politique de la Haute-Volta puis du Burkina Faso connaît une instabilité chronique, faisant se succéder des régimes aux traits fort contrastés : dictature civile de Maurice Yaméogo, républiques pluralistes et démocratiques sous la présidence du général Lamizana, révolution radicale des militaires présidée par le capitaine Sankara jusqu'à sa mort violente en 1987, présidence du capitaine Blaise Compaoré s'orientant vers un régime constitutionnel et pluraliste. D'une grande diversité, ces régimes politiques n'en sont pas moins marqués par un certain nombre de points communs : tous sans exception ont dû se mesurer ou composer avec des centrales syndicales combattives et des chefferies traditionnelles toujours vivantes ; à l'exception de la Ire République, les militaires ont joué un rôle certes très variable, mais toujours réel ; enfin, les responsables gouvernementaux, civils ou militaires, ont constamment manifesté une propension à cultiver leurs divisions internes jusqu'à parfois donner l'image d'un jeu politique éloigné des préoccupations concrètes des populations de plus en plus tentées par un fort abstentionnisme électoral.

La difficile démocratisation des systèmes politiques africains

©R. Otayek, article «*La difficile démocratisation des systèmes politiques africains*», 1989, Encyclopaedia Universalis

À l'instar des pays de l'ex-bloc communiste, l'Afrique est entrée, depuis la fin des années quatre-vingt, dans un processus de restauration ou, plus précisément, d'instauration de la démocratie. À l'exception de quelques irréductibles, indifférents au vent du changement, tous les États subsahariens se sont engagés l'un après l'autre dans des politiques de libéralisation marquées notamment par le rétablissement du multipartisme et la tenue d'élections libres.